

INFOS Hebdo

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERVIN

Une rentrée marquée par le changement pour les Français de l'étranger.

La session plénière de l'Assemblée des Français de l'étranger s'achève après des jours de débats. À noter les interventions du ministre des Affaires étrangères, Laurent FABIUS, qui préside, de droit, l'AFE, et de la ministre déléguée, Hélène CONWAY-MOURET. Ils ont présenté les priorités du nouveau gouvernement :

- **la représentation des Français de l'étranger** : comment renforcer la représentativité des élus ? Comment renforcer le poids de l'Assemblée qu'ils constituent ? Comment renforcer la légitimité des élections sénatoriales ? *Voir page 2.*

- **l'aide à la scolarité** : quelle politique définir ? Comment gérer les urgences après l'abandon de la PEC ? Des réunions exceptionnelles de la Commission nationale des Bourses vont être convoquées en octobre. Une réflexion plus large doit aboutir au printemps 2014.

- **le réseau consulaire** : comment l'adapter aux nouvelles réalités de la mobilité internationale d'aujourd'hui ?

- **les services aux Français de l'étranger** : comment faciliter les démarches de nos compatriotes ? Par une utilisation accrue du numérique. Les chantiers évoqués : la création d'un passeport « grand voyageur », la mise en place de « visas vacances/travail », la CNI électronique. Les tournées consulaires pourraient également être équipées de façon à permettre la collecte des données biométriques. Les Français éloignés pourraient ne plus avoir à se déplacer au consulat.

- **l'aide sociale** : le maintien des crédits est confirmé. Une réflexion sur la Caisse des Français de l'étranger va être engagée. La simplification de la vie des retraités français à l'étranger est un objectif.

MONDE

Israël / Iran : des dissensions israéliennes. Le Premier ministre Benjamin NETANYAHU a annulé une réunion du cabinet de sécurité en raison de « fuites » dans la presse sur des désaccords censés rester secrets. Pour le Président Simon PERES, « *il se peut que le temps soit compté, mais nous devons encore agir maintenant pour rendre les pressions non militaires aussi puissantes et impressionnantes que possible tout en montrant que si cela ne marche pas, il reste d'autres options* ».

Un climat de rumeurs est alimenté en Israël par de nombreuses déclarations de responsables politiques et d'analystes, sur l'éventualité d'une prochaine opération militaire israélienne contre l'Iran, avec ou sans l'assistance des États-Unis. Dans le contexte, l'armée de l'air israélienne a déployé une batterie de missiles antimissiles *Iron Dome* dans la région de Tel-Aviv.

Syrie : les violences s'intensifient avec un raid sanglant sur Alep et une attaque rebelle contre un aéroport militaire dans l'Est du pays. Le médiateur Lakhdar BRAHIMI juge « *ahurissant* » le nombre de victimes. BAN Ki-moon a critiqué sévèrement la « *paralyse* » du Conseil de sécurité, estimant qu'elle nuit à la population syrienne et à la crédibilité de l'ONU.

République démocratique du Congo. Une vingtaine de partis d'opposition a recommandé au Parlement, « *d'enclencher le mécanisme de mise en accusation du président de la République, Joseph KABILA, pour haute trahison* ». L'armée affronte depuis mai le Mouvement du 23 mars, né d'une mutinerie de soldats congolais, en majorité intégré dans l'armée après un accord de paix dont les rebelles revendiquent la pleine application. Or, selon l'opposition, le contenu de cet accord a été caché à la population. Des ONG, l'ONU et Kinshasa accusent le Rwanda de soutenir le mouvement.

Algérie : un nouveau Premier ministre. C'est l'actuel ministre des Ressources en eau, Abdelmalek SELLAL. Le Président BOUTEFLIKA l'a nommé 4 mois après les élections législatives.

États-Unis : les investitures.

Républicaine. Mitt ROMNEY s'est engagé à redresser l'économie américaine et à créer des millions d'emplois, en acceptant son investiture face à Barack OBAMA, à l'issue de la convention de Tampa.

Démocrate. Le Président sortant, Barack OBAMA, a sans surprise accepté de représenter le camp démocrate, 4 ans après avoir promis « *espoir et changement* ». Il a exhorté les électeurs américains à la patience face à la timide reprise économique.

« **Welcome François !** » Le premier ministre britannique, David CAMERON, a reçu le Président HOLLANDE pour la 3^e fois. « *Nous sommes aujourd'hui plus proches que jamais* », a assuré M. CAMERON. Les deux dirigeants ont affiché un « *plein accord* » sur le dossier syrien.

EUROPE

L'euro sauvé des eaux. Le Président de la Banque centrale européenne, Mario DRAGHI, a annoncé le rachat de dette de court terme, dans le cadre d'un nouveau programme baptisé « OMT » (Outright monetary transactions ou transactions monétaires fermes). Pour soulager les pays en crise, la Banque de Francfort s'engage à acquérir des obligations remboursables sur un à trois ans, sans limite de montant ni de durée. En ciblant les obligations à 3 ans, Mario DRAGHI espère que son action permettra, à terme, de réduire les emprunts souverains à plus long terme (6 à 10 ans). L'idée a été adoptée à une écrasante majorité du Conseil des gouverneurs. Il n'y eut qu'une « voix dissidente », a fait savoir M. DRAGHI, dans une allusion évidente au banquier central allemand.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Quoi de neuf à la rentrée ?

Nouvelle taxe pour les Français de l'étranger bénéficiant de revenus immobiliers en France.

Des prélèvements sociaux, pour un total de 15,5 %, seront perçus sur les loyers (à partir du 1^{er} janvier 2012) et sur les plus-values réalisées lors d'une cession (à partir du 17 août 2012). Cette taxe s'ajoute aux impôts et ne donnent droit ni à la sécurité sociale française ni à la carte vitale ; elle ne dispense pas des contributions sociales dans le pays d'accueil.

Suppression de la prise en charge des frais de scolarité (PEC) dès cette rentrée de septembre

pour les lycéens français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger. Le ministre des affaires étrangères, Laurent FABIUS, a affirmé devant les élus à l'AFE le 3 septembre : « *La suppression ne devra pas avoir d'impact pour les familles éligibles sur critères sociaux. Elles continueront de bénéficier du système de bourses. Des mesures d'accompagnement exceptionnelles des familles qui connaîtraient des difficultés à la suite de la suppression sont mises en place pour cette rentrée. Toutes les situations délicates seront examinées avec la plus grande attention, dossier par dossier, en relation avec l'AEFE. Les établissements scolaires ont également été sensibilisés* ». Les familles concernées

doivent très rapidement déposer au consulat une demande de bourse. Elles doivent vite se renseigner car il y a tout un dossier à remplir et des justificatifs à fournir.

Modification de l'avantage familial pour les personnels des établissements d'enseignement français à l'étranger du rythme Nord. L'AF est même supprimé dans certaines villes de l'EEE, lorsqu'il n'y a pas de niveau homologué dans l'établissement, ou lorsque la scolarité est gratuite pour les personnels. Voir l'arrêté du 27 août 2012 :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026326453&dateTexte=&categorieLien=id>

Mouvements à l'Assemblée des Français de l'étranger.

Didier SCHAUB remplace Kalliopi ANGO ELA, nommée sénatrice des Français établis hors de France en remplacement d'Hélène CONWAY-MOURET, nommée au gouvernement. C'est Gonzague de LALOUBIE qui reprend le siège en Irlande. **René MAURY** remplace Dominique DEPRIESTER, démissionnaire. Il siègera pour l'Italie.

Danielle MARROT remplace Franck SCEMAMA, démissionnaire. Elle siègera pour la circonscription de Montréal. **Jeannette LAUER** remplace Daphna POZNANSKI, démissionnaire. Elle siègera pour Israël.

Réforme de l'AFE. Le consensus des élus dans un « avis au gouvernement ». Le ministre des Affaires étrangères a demandé à l'Assemblée des Français de l'étranger, notamment à la Commission des Lois, de proposer des pistes de réforme pour la représentation des Français de l'étranger, dans le cadre des contraintes budgétaires. Les élus se sont prononcés à l'unanimité pour un certain nombre de mesures.

L'AFE demande :

- L'élection de son Président (actuellement le ministre des Affaires étrangères) par les seuls membres élus et au sein de l'AFE, la suppression des membres qualifiés et l'abandon du droit de vote des parlementaires dans les décisions de l'AFE. Sur le plan électoral, la révision des circonscriptions électorales et le scrutin à la proportionnelle, sauf tout-à-fait exceptionnellement pour une circonscription à 1 siège, au scrutin majoritaire.

- L'Assemblée souhaite la reconnaissance de ses compétences, en particulier sa consultation systématique pour toute révision du réseau consulaire, pour la fixation des critères d'éligibilité aux bourses scolaires, la participation aux réunions consulaires et une information complète pour l'exercice du mandat de ses membres (négociations de traités, conventions, accords bilatéraux...).

- Pour les élections sénatoriales, l'Assemblée recommande l'élargissement du collège électoral par le doublement de ses membres. Des « Délégués consulaires », seraient élus en nombre équivalent à celui des conseillers, sur la même liste. À la différence des membres de l'AFE qui continueraient à tenir 2 sessions plénières à Paris, les Délégués consulaires, qui participeraient aux commissions locales, voteraient par Internet pour les sénatoriales.

Les élus se sont mobilisés et ont su faire preuve de compromis. Au gouvernement de jouer... Le calendrier est très contraint en raison notamment du prochain renouvellement partiel de l'AFE, en juin 2013, et des sénatoriales en septembre 2014.

POLITIQUE INTÉRIEURE

AUBRY cherche un « consensus général ». La polémique enfle autour de sa succession. La Première secrétaire du PS a assuré ne pas choisir seule « dans son bureau », la personne qui va lui succéder à l'issue du prochain Congrès fin octobre. « Je discute avec tout le monde pour que chacun trouve sa place et que notre candidat soit choisi par un consensus général ».

Les statuts prévoient depuis 2010 que le Premier secrétaire soit le 1^{er} signataire de la motion arrivée en tête du vote des militants. Le nom du 1^{er} signataire de la motion défendue par Martine AUBRY et Jean-Marc AYRAULT, appelée de fait à être majoritaire, sera donc probablement le nom du futur Premier secrétaire. Il sera connu au plus tard le 12 septembre.

Les mécontents. Des voix s'élèvent pour dénoncer un processus de désignation qui combine « *le meilleur du Vatican et le meilleur du Kremlin* », selon le sénateur PS Gaëtan GORCE, qui dit vouloir soutenir Harlem DÉSIR dans tous les cas de figure. Marie-Noëlle LIENEMANN, de l'aile gauche du parti, a déploré le « *raidissement* » à la tête du parti, rappelant que « *la cohésion d'une majorité, ça se construit, ça ne s'impose pas à la discipline* ».

Du nombre de parrainages à droite... Les candidats à la présidence de l'UMP doivent recueillir les parrainages de 3% du nombre d'adhérents, soit près de 8.000 signatures. Cela continue de susciter des débats.

Un certain nombre de personnalités, comme Alain JUPPÉ, les candidats Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET et Bruno LE MAIRE, mais aussi Gérard LARCHER et Bernard ACCOYER, ont exprimé des doutes sur les modalités de désignation du prochain président de l'UMP. Les anciens présidents des chambres parlementaires ont demandé à Jean-François COPE de convoquer un bureau politique extraordinaire afin de dissiper « *le malaise* ».

PARLEMENT

Le Parlement est convoqué en session extraordinaire à partir du 11 septembre pour examiner les textes sur les emplois d'avenir, le logement et la tarification progressive de l'énergie. Le décret, signé par le Président de la République, est paru au Journal officiel.

ÉCONOMIE & DÉFENSE

Chômage. Poursuite de l'augmentation au 2^e trimestre. Le taux de chômage atteint désormais 9,7% de la population active en métropole et 10,2% avec les DOM. Chiffres Insee. Avec 2,8 millions de personnes au chômage, ce taux se situe à son niveau de 1999. Hausse de 0,6 point sur 1 an.

François FILLON a constaté « *les difficultés d'obtention des signatures exprimées par plusieurs candidats* ». Il a ainsi demandé à Jean-François COPE d'organiser une opération « *permanences ouvertes* », pour que les secrétaires départementaux puissent « *procéder au recueil des parrainages et faciliter ainsi la participation* ». Ce dernier a admis que les 8.000 parrainages de militants requis étaient des « *contraintes très rigides* », mises en place en 2002 à la création de l'UMP, et qu'elles pourraient être revues, « *mais pas dans l'immédiat* ».

Les soutiens se multiplient autour de l'ancien Premier ministre. Après Christian ESTROSI, le sénateur et ancien ministre Hubert FALCO a apporté son soutien à François FILLON. Il a également reçu le soutien de 146 élus et cadres parisiens du parti, qui ont assuré lui avoir remis 2.000 parrainages. Parallèlement, l'équipe de campagne de Jean-François COPE a annoncé avoir recueilli « *2.350 parrainages* » d'élus, cadres et militants UMP parisiens.

La Mairie de Paris occupe aussi bien le PS que l'UMP. **À gauche**, c'est la dauphine de Bertrand DELANOË, Anne-Marie HIDALGO, qui a officialisé sa candidature pour 2014. D'autres poids lourds, comme Claude LE GUEN, très impliqué dans le dossier du Grand Paris, ou encore Cécile DUFLOT, ont fait savoir leur intérêt.

À droite, Rachida DATI, Maire du VIIe, n'a jamais fait mystère de son ambition. La sénatrice Chantal JOUANNO a appelé à l'organisation de primaires à droite et a annoncé sa candidature. Valérie PÉCRESSÉ a répondu qu'il y aurait des primaires à droite à l'automne 2013 pour les élections municipales parisiennes si François FILLON est élu président de l'UMP. L'ancien Premier ministre est donné favori pour ce mandat.

Exilés fiscaux...belges. Certains citoyens belges disposent d'une « trentaine de milliards d'euros » sur des comptes en Suisse, a affirmé le ministre belge des Affaires étrangères. Il n'écarte pas la possibilité d'en rapatrier le tiers dans le cadre d'une opération de régularisation. Un accord avec la Suisse pourrait permettre une taxation forfaitaire en échange du maintien de l'anonymat.

SANTÉ & SOCIÉTÉ

Incident... nucléaire ? Un incident a eu lieu pendant une opération de maintenance dans la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), faisant 2 blessés légers et provoquant un dégagement de fumée. Il n'y a pas eu d'incendie. La ministre de l'Écologie, Delphine BATHO, a eu l'assurance de l'Autorité de sûreté nucléaire qu'il n'y a pas « *d'enjeu de sûreté* ».

Des syndicats en France. Le ministre d Travail, Michel SAPIN, lance une campagne de communication pour encourager les 4,6 millions de salariés des Très Petites Entreprises (TPE) à participer à une élection prévue à l'automne pour désigner un syndicat. C'est une 1^{ère} en France. www.electiontpr.travail.gouv.fr

Morale laïque à l'école. Vincent PEILLON, le ministre de l'Éducation, s'apprête à installer une mission sur les cours de « morale laïque » qu'il souhaite instaurer dans les écoles. Il s'agirait d'une matière à part entière, enseignée de la maternelle à la Terminale. La mission devra déterminer quel professeur pourrait l'enseigner... Quoi qu'il en soit, cette réforme prendra du temps selon le ministre.

Cher tabac. Une réflexion est « *en cours* » au ministère de la Santé sur une éventuelle augmentation du prix des cigarettes, qui serait toutefois « *assez faible* ». Un certain nombre d'autres mesures, comme la fin de la présentation des cigarettes par les buralistes, ou encore la vente des cigarettes dans des paquets blancs, seraient également à l'étude. Les buralistes ont immédiatement protesté.

Les agressions islamophobes et les violences antisémites sont en hausse en 2012, de près de 15% pour les actes antimusulmans, de plus de 37% pour les actes antisémites. Les dirigeants d'un symposium européen musulman et juif qui se tient à Paris, ont déploré une « *libération de la parole raciste* » au travers des débats sur le port du voile intégral, la viande halal ou l'identité nationale. Les organisations juives rappellent l'impact très néfaste de la tuerie de Toulouse en mars.

Fort recul de la popularité : François HOLLANDE perd 9 points au mois d'août, à 47% ; Jean-Marc AYRAULT perd 7 points, à 56%. Baromètre IFOP.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Adoption d'un texte relatif à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social. / Régulation économique outre-mer

Communications. La réforme du code minier. / Les élections dans les très petites entreprises. / Le contrat de génération. / Le soutien à l'économie sociale et solidaire.

CARNET – NOMINATIONS

Philippe FAURE, élevé à la dignité d'ambassadeur de France

Philippe LALLIOT, directeur de la communication et du porte-parolat au ministère des affaires étrangères.

Yves SAINT-GEOURS, directeur général de l'administration et de la modernisation à l'administration au Quai d'Orsay.

François GOUYETTE ambassadeur en Tunisie.

Jean-Noël POIRIER, ambassadeur au Vietnam.

Serge SÉGURA, ambassadeur au Mozambique.

Yves CARMONA ambassadeur au Laos.

Stéphane GRUENBERG, ambassadeur en Érythrée.

Bertrand COCHERY, ambassadeur en Sierra Leone, en résidence à Conakry.

Bruno DELAYE pourrait être nommé ambassadeur au Brésil.

Jérôme BONNAFONT pourrait être nommé ambassadeur en Espagne.

Bertrand LORTHOLARY, consul général de France à New York.

Michel BARAN, consul général de France à Ekaterinbourg.

Eric LAVERTU, consul général de France à Bangalore

François SENEMAUD, directeur du renseignement à la DGSE.

Philippe GUIBERT, directeur du service d'information du gouvernement.

Pierre LAURENT, secrétaire national du PCF, entre au Sénat en remplacement de Nicole BORVO COHEN-SEAT.

Antoine CHINES, promu conseiller auprès du maire de Paris, chargé des relations avec le Parlement.

Charlotte SOULA se voit confier la direction du cabinet de Marine LE PEN, présidente du FN.

INFOS Hebdo, tous droits réservés.

Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87
r.delpicchia@senat.fr

Le Conseil supérieur de l'Audiovisuel propose **Marie-Christine SARAGOSSE**, directrice générale de TV5 Monde, pour présider l'Audiovisuel extérieur de la France.